Intervention militaire au Sahel : “Ce qui fait la force de nos ennemis, c’est la faiblesse de l’État malien”

MALI
506
L'information est l'oxygène des temps modernes
MERCREDI 04 DECEMBRE 2019
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D’INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Kidal

Les rebelles du MNLA donnent de la voix

Kidal propose une nouvelle devise au Mali :
« Unité-Egalité- Justice »

Moussa Mara sur la sécurité :
«Nos soldats, ces héros oubliés !»

FOFY®
INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUVES
MALISADIO

Santé • Sécurité • Economie

Sommaire «

Une

Kidal : Les rebelles du MNLA donnent de la voix **P.4**

Brèves

Retard de la Déclaration DPG : Boubou Cissé bat le record **P.10**
Ambassade des USA au Mali : Campagne pour mettre fin à la violence basée sur le genre **P.10**
Adema Pasj : Marimantia Diarra déclenche un malaise **P.10**
«Avions cloués au sol» : Blocage inévitable de l'enquête parlementaire **P.11**
Traoré Seynabou Diop, ministre des Infrastructures et de l'équipement : « L'État a besoin de 6000 milliards pour mailler le pays » **P.11**

Actualité

39ème session ordinaire du CA de l'ANPE : 1300 emplois salariés, 400 emplois directs créés **P.13**
Intervention militaire au Sahel : « Ce qui fait la force de nos ennemis, c'est la faiblesse de l'État malien » **P.14**
Partage de butin à Banconi Layebougou : Alpha Cissé poignardé par le Chef de Gang **P.15**
Moustiquaires détournées de la Guinée pour le Mali : Un député malien cité **P.16**

Politique

Kidal propose une nouvelle devise au Mali: « Unité-Egalité- Justice » **P.17**
Crise sécuritaire au Sahel : Barkhane pourrait-elle résister aux mouvements sociaux ? **P.18**
Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté : Pour la validation rapport annuel **P.19**
Moussa Mara sur la sécurité : «Nos soldats, ces héros oubliés !» **P.20**

Culture & société

Festival International de Caricature : Revivifier le dessin au Mali **P.23**
Biennale africaine de la photographie : Bamako sous les feux des projecteurs ! **P.24**

International

Côte d'Ivoire : La militante Nathalie Yamb expulsée du territoire **P.25**
Au Nigeria : Le sort des femmes qui ont fui Boko Haram est alarmant **P.25**

Sport

Basketball Africa League : L'AS Police qualifiée **P.26**
Ballon d'or 2019: L'Afrique n'a pas voté Mané **P.26**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef :** Amadou TALL
- **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant :** Moctar Sow
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Rita Tessougué

Kidal : Les rebelles du MNLA donnent de la voix

Le Congrès ordinaire du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) s'est tenu à Kidal du dimanche, 1er décembre 2019, à ce mardi, 03 décembre 2019. Ce quatrième congrès se tient à la suite de celui du Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad (HCUA), puissant membre de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA). Le premier mouvement indépendantiste du Mali, le MNLA, n'est plus que l'ombre de lui-même et tente d'exister à travers congrès et célébrations de la fantomatique république de l'Azawad. A l'occasion de ce quatrième congrès, la ville de Kidal a vu la présence de délégations venues de l'étranger et celle du très controversé Mohamed Ali Bathily. S'il a été question à Kidal de la mise en œuvre diligente de l'Accord de paix de Bamako de mai et juin 2015, l'ombre de l'indépendance de l'Azawad plane sur le congrès du MNLA où le drapeau indépendantiste a été ostensiblement déployé.

Les différents congrès des mouvements et groupes armés de Kidal se succèdent dans la ville occupée et se ressemblent tous. La CMA se compose de groupes armés fondés sur des bases tribales et qui ne se rassemblent que parce qu'ils partagent le désir de fonder un jour la fameuse république de l'Azawad que le MNLA avait déclarée le 04 avril 2012, avant d'être balayé par les groupes armés djihadistes. Depuis 2012, le MNLA n'est plus que l'ombre de lui-même totalement fondu qu'il est au sein de la CMA. Les congrès et les célébrations de la fantomatique république de l'Azawad qu'il avait proclamée sont des occasions dont se saisit le groupe de rebelles terroristes pour montrer qu'il existe encore. Et il se trouve des personnes pour aller parader à cet étalage des signes de dé-

fiance à l'autorité de la République du Mali dont Kidal est partie intégrante et le restera pour toujours.

C'est le cas de Mohamed Ali Bathily. On ne sait à quel titre l'ancien ministre, au pupitre paré du drapeau indépendantiste du MNLA, s'est laissé aller à des éloges de ceux qui ont les mains ensanglantées du sang des militaires maliens égorgés à Aguelhok et ailleurs dans le nord et qui se sont ligués avec d'autres ennemis du Mali pour causer d'immenses souffrances aux populations du septentrion malien. Car ce n'est pas à Kidal où il faut aller dénoncer les dérives des autorités maliennes surtout en matière de corruption. Ceux en face de Me Bathily profitent des accusations d'un ancien membre du gouvernement pour légitimer leurs aspirations indépendantistes, eux qui ont dilapidé des centaines de milliards de FCFA allouées par le Mali et la communauté internationale pour le développement des Régions du Nord.

Certes Me Bathily n'a pas totalement tort lorsqu'il affirme : « **Il n'y a pas de mauvaise gouvernance au Mali, il n'y a tout simplement pas de gouvernance au Mali** ». L'état de délitement et de déliquescence, sur fond de corruption généralisée, dans lequel s'enfonce notre pays un peu plus chaque jour, autorise une telle assertion. Mais encore une fois ceux d'en face ne sont pas dans la même dynamique que l'ancien ministre lorsqu'il dit : « **Moi je suis de Kayes et vous de Kidal, je suis dans le même État que vous lorsque nous sommes gouvernés par la même loi, sinon nous ne serons pas dans le même État. Mais cela dit, les particularistes, les différences culturelles et régionales qui constituent la trame de l'État sont à prendre en compte** ». Les rebelles du MNLA ne se sentent pas maliens ; ils l'ont clamé haut et fort le 04 avril 2012 et le rappelle chaque année en célébrant le jour anniversaire de leur pseudo-indépendance.

On aurait compris si Me Bathily était allé à Kidal défendre le Mali dans son entièreté comme un pays UN ET INDIVISIBLE en des termes sans équivoque et clamé la nécessité de la relecture de l'Accord de Bamako pour que celui-ci puisse susciter l'adhésion de tous les Maliens. Au lieu de quoi Me Bathily a oublié les vérités qu'il sait

dire d'habitude et qu'il avait l'occasion de répéter aux éléments du MNLA et partant ceux de la CMA. À sa décharge la mise au point selon laquelle le contenu de l'Accord de Bamako n'est pas connu des Maliens. En effet, rien n'a été fait par les autorités politiques maliennes pour que nos compatriotes s'approprient le contenu de l'Accord signé à Bamako en 2015. Comme si l'on craignait que le Peuple ne prenne connaissance de ce qui, par endroits, ressemble à une trahison envers la Nation. La récente déclaration du Président IBK en faveur d'une relecture de certains termes de l'Accord de Bamako, est la preuve que celui-ci est inapplicable en l'état. Me Bathily a beau déclarer que l'Accord de Bamako ne lui a pas été donné pour lecture quand il était au gouvernement, on a de la peine à croire qu'il ne l'a jamais lu.

C'est donc tout à fait normal d'entendre le secrétaire général de la CMA, Billal Ag Achérif, soutenir que la lenteur dans la mise en œuvre de l'Accord a favorisé une insécurité de plus en plus inquiétante. « **Nous appelons le gouvernement du Mali à arrêter de miser sur l'usure et l'enlisement de la situation dans le souci de se dédouaner de son rôle de premier responsable dans la mise en œuvre de l'accord qui est l'unique opportunité pour une paix durable au Mali** », a interpellé le chef du MNLA. L'Accord de Bamako était inespéré pour les rebelles de Kidal car toute leur lutte ces dernières années visait l'indépendance. Et IBK la leur offre suite à un accord en bonne et due forme avec la communauté internationale comme garante de son application. Les rebelles de Kidal ne voudront jamais remettre en cause les multiples avantages que leur offre un accord qu'ils ont arraché à un président faible qui n'a pas su dire non quand il le fallait.

Le congrès du MNLA a permis au représentant de la MINUSMA de renforcer le sentiment des Maliens sur le jeu trouble de la communauté internationale. En effet, dans un communiqué publié ce dimanche, le parti APM-Maliko déclare ce qui suit : « **Lors du 4ième congrès du MNLA, mouvement armé séparatiste, le représentant de la MINUSMA a raté une bonne occasion de se taire. Pis, il a laissé éclater au grand jour, au détriment de la posture de neutralité qu'impose sa fonction, son obsession pour faire supplanter l'autorité et la souveraineté de l'État du Mali par le MNLA dont il magnifie une prétendue «vigueur et légitimité à Kidal et dans toutes les Régions du Nord Mali » tout en épousant « son idéologie » sécessionniste. Et comme si cela ne suffisait pas, il assène en qualifiant les représentants de l'État de « délégation venant du Mali**». Le Parti APM-MALIKO dénonce énergiquement ces propos qui portent au suprême degré l'empreinte d'une déstabilisation puissante en cours contre la Nation malienne ».

Il faut se rendre à l'évidence : les rebelles de la CMA n'accepteront jamais de plein gré de revenir au statuquo ante 2012. L'Accord de Bamako quoique arraché dans la douleur et sous la pression est le plus avantageux qu'ils aient obtenu depuis que la rébellion existe au Mali. Le président IBK est coincé au plus haut point et paye aujourd'hui son erreur originelle de n'avoir pas associé aux pourparlers d'Alger les différentes forces qui composent notre Nation. Il aurait pu se rattraper en invitant les partis politiques et les représentants de la société civile à une lecture critique de l'Accord avant sa signature à Bamako en 2015. Peut-être était-il soumis à des pressions que lui seul ne pouvait contenir. C'était justement l'occasion de s'en remettre à la volonté du Peuple qui lui aurait servi d'étai le plus solide pour sauver l'intégrité du territoire national et les intérêts supérieurs de la république. À défaut, il est aujourd'hui acculé, la tête entre le marteau et l'enclume. Comment le Mali pourrait-il se relever de cette faute gravissime et retrouver son unité et sa cohésion ? La réponse à cette question existentielle se trouve dans l'union de toutes et de tous pour former un front commun : celui de la Sauvegarde de la Partie.

DIALA KONATÉ

RFI Afrique

Après avoir perdu son poste de chef de cabinet du président Ali Bongo Ondimba puis de ministre, Brice Laccruche Alihanga a été interpellé ce mardi à son domicile dans la matinée.

Amadou Tall

CHIRURGIE CARDIAQUE
Rien de surprenant avec le professeur YENA, qui a fait faire un bond qualitatif à la cardiologie et à la chirurgie cardiaque au Mali.
Dieu merci, il est encore jeune. Et nous allons pouvoir profiter de lui longtemps encore.
Dieu donne une longue vie à ce bistouri qui détient aussi une plume incisive. Celle d'un écrivain.
SadioYENA HopitalduMali

Ammy Baba Cisse

La sécurité du Mali relève de tout le monde. Chacun doit aider à démasquer les éventuelles menaces.

Je ne suis pas français, mais leur cérémonie m'a transporté en ce jour si spécial car c'était humain et héroïque.

Ambassade du Mali à Addis-Abeba

Addis-Abeba le 03 décembre 2019
SEM Fafré Camara, Ambassadeur, Représentant permanent du Mali à Addis-Abeba, a reçu en audience M. Mohamed GAKOU, nouveau Consul honoraire du Mali à Kampala (Ouganda).
L'Ambassadeur a profité de l'occasion pour prodiguer des conseils au nouveau Consul honoraire et lui donner des orientations dans l'exercice de ses nouvelles fonctions pour le raffermissement des relations économiques entre le Mali et l'Ouganda.

Paul Diarra

Un sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA)
s'est ouvert ce mardi au centre de Conférence internationale Abdou Diouf de Diamniadio (30 km de Dakar), en présence de six des huit leaders de cet espace communautaire.
Lors de cette session marquant le 25ème anniversaire de l'Uemoa, renseigne le Président de ladite union, il s'agira d'analyser les propositions sur le financement de la lutte contre le terrorisme. Ont pris part à cette session les présidents Rock Marc Christian Kaboré (Burkina Faso), Mouhamadou Issoufou (Niger), Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire), Faure Gnassingbé (Togo), Patrice Talon (Bénin) et de leur homologue sénégalais Macky Sall. A noter également que le Premier ministre malien Boubou Cissé, de même que son homologue de Guinée-Bissau, Aristides Gomes participent à la rencontre sans oublier les présidents des institutions et organes spécialisés de l'UEMOA, présents à ce sommet qui va notamment porter sur "les mécanismes et stratégies" à mettre en œuvre pour faire face aux menaces terroristes dans les pays membres. Pour rappel, la dernière session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UEMOA a eu lieu le 10 avril 2017 à Abidjan. La dernière session ordinaire s'était tenue en juillet dernier à Abidjan, en Côte d'Ivoire
.
La Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement est l'organe suprême de l'UEMOA qui définit les grandes orientations de la politique de l'Union. Elle se réunit au moins une fois par an, selon l'article 17 du traité de l'UEMOA, une institution commune à 8 pays ouest africains liés par l'usage d'une monnaie commune, le franc CFA. Les pays concernés sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Selon le Président de la conférence des Chefs d'Etats de la zone Uemoa, Allasane Ouatara, rejoignant la ligne de plaidoyer du premier ministre Boubou Cissé : "il est urgent de mobiliser des ressources pour le financement de la lutte contre le terrorisme dans les pays membres de l'Uemoa."
C'est pour cela, poursuit-il, "il s'agira lors de cette session marquant le 25ème anniversaire de l'Uemoa d'analyser les propositions faites en comité sur le financement de la lutte contre le terrorisme".
Source : Cellule Com primature

AMO : Le ministre de la Santé et des affaires sociales était en visite ce matin à la CANAM avec sa délégation et les 2 Directrices des deux OGD (CMSS,INPS).
La CANAM et ses partenaires OGD n'ont qu'un seul objectif : la satisfaction totale des assurés.

Mr le Ministre de l'Energie et de l'Eau et Mr le DG de l'EDM sa vraiment trop de délestage avant le moment.

Adama Sogodogo

Congrès du MNLA. Foutaise ! Ils se battent pour leur propre épanouissement et la promotion des leurs. Le MNLA est un mouvement qui a été batti sur du faux pour rechercher un but irréalisable. Mais entre temps, ses fondateurs et leurs compagnons d'infortune en profitent pour se beurrer sur le dos des pauvres citoyens maliens des régions au nord du Mali. Ces vagabonds ont réussi, sur fond de menaces et d'intimidation, a pénétrer avec armes et bagages (progénitures et parents) les hautes sphères de l'administration civile et militaire malienne. Des années durant, ils ont détourné les fonds destinés au développement de leurs regions pour se construire des villas cossues dans la capitale et dans des pays voisins. Je reviens...

Jack Douk

L'union au tour du Mali doit s'imposer sur tous les dignes fils et filles.Restons dignes et honnêtes pour le Mali ,participer aujourd'hui des congrès d'autres bords où ils tiennent des propos sécessionnistes ,chercher le pouvoir à tout prix sauf dans la dignité n'est pas de déstabiliser le PR IBK mais plutôt aider à diviser le Mali ou tes grands parents sont nés.Aujourd'hui le Mali vit une situation qui dépasse nos leaders politique et la seule solution c'est l'honnêteté de tous les citoyens Maliens sans distinction aucune ni de coloration politique,parlons un seul mot ,un seul langage le Mali , le sursaut national fera peur l'ennemi Walaii .vive le Mali vive nos fama.

Primature du Mali

#Sommet #Extraordinaire #Uemoa #Dakar
Le Président de la République du Sénégal, Macky Sall a appelé, lors de sa prise de parole, à la session extraordinaire de la conférence des Chefs de l'Etats et de gouvernements de l'Uemoa à veiller au maintien de la Paix de façon stratégique. Ce, en présence des Présidents membres de l'union à savoir le Président en exercice Allassane Ouatara, le Pr du Bénin Patrice Talon, le Pr du Burkina Faso Roc marc Kaboré, celui du Niger Issoufou Mouhamadou, celui du Togo Foré Niassingué et des Premiers Ministre du Mali, le Dr Boubou Cissé de la Guinée Bissau Aristides Gomez.

Session Extraordinaires #Uemoa
Selon le Président de la conférence des Chefs d'Etats de la zone Uemoa, Allasane Ouatara, il est urgent de mobiliser des ressources pour le financement de la lutte contre le terrorisme dans les pays membres de l'Uemoa. C'est pour cela, poursuit-il, il s'agira lors de cette session marquant le 25ème anniversaire de l'Uemoa d'analyser les propositions faites en comité sur le financement de la lutte contre le terrorisme.

MALI MALIN

A MON AVIS LE PONT DES MARTYRS A 62 ANS CONTRAIREMENT AU DIT DU DG DES ROUTES 59 ANS.
Le pont des Martyrs (autrefois pont de Badalabougou) à Bamako (Mali) relie les vieux quartiers de la capitale malienne à sa vaste banlieue, sur la rive sud du fleuve Niger. C'est l'un des trois ponts routiers sur le Niger à Bamako, et il est parfois surnommé le « Vieux Pont ». Inauguré en 1957 sous le nom de « pont de Badalabougou », alors que le Mali était toujours une colonie française. Il a été baptisé "pont des martyrs" en mémoire des manifestants tués après les événements du 26 mars 1991 par le régime de Moussa Traoré.

Suite aux fake news qui circulaient sur les réseaux sociaux hier dimanche, 1er Décembre 2019, au sujet du Pont des martyrs, le département des Infrastructures et de l'Equipement à travers la Direction Nationale des Routes, tient à rassurer l'ensemble des usagers que la durée de vie du pont des martyrs est estimée à 100 ans. Aujourd'hui, le premier pont de Bamako a 59 ans. Dans le soucis de rassurer les usagers, les services technique du département mènent constamment des missions de contrôle et d'entretien tous les 10 ans, la dernière en date est celle de 2010. Donc le prochain contrôle est prévu en 2020.
Par ailleurs, une équipe composée du Directeur national des routes Monsieur Mamadou Naman KEITA et du Directeur Régional des Routes cet après-midi, était sur le pont pour s'enquérir de la situation afin d'éclairer les lanternes des usagers de la route.
Vous pourrez suivre l'intégralité de son interview qu'il a bien voulu accorder à L'ORTM, en français et en bambara dans le JT ce mardi à 20h.
À écouter aussi sur les ondes des radios : Kledu, VOA Afrique, Guintan, Emergence, Renouveau, RFM, Voix des jeunes et Peace FM.
Le ministère des infrastructures et de l'équipement sait compter sur la bonne compréhension de toutes et de tous !

VISITE INOPINÉE DU GÉNÉRAL SALIF TRAORÉ DANS LA RÉGION DE NIORO DU SAHEL
Pour mieux toucher du doigt les réalités du terrain, ce matin, le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Division Salif TRAORÉ a effectué une visite inopinée au poste d'immigration de la Police des Frontières, au poste DTR et au Bureau Secondaire des Douanes de Gogui dans la région de Nioro du Sahel, en compagnie du sous-Préfet de ladite localité.
Au terme de cette visite, le Général de Division Salif TRAORÉ a également recensé les besoins des Forces de Sécurité sur place pour renforcer leur capacité opérationnelle afin de relever les nombreux défis sécuritaires du moment.

Ibrahima Boubacar Yoro Maiga

Message : Pour raison de travaux, des coupures sont a prevoir a Magnambougou, Missabougou, Zerny, Banankabougou Sema, Sifma Bolle les 4, 5 et 7 Decembre 2019 de 9h a 16h.
Source : EDM

Soulby Sanogo

Le Rwanda et beaucoup d'autres pays...ont traversé des périodes plus difficiles que le Mali, nous continuons à nous plaindre

Arrêtons de se plaindre, de s'apitoyer tout le temps et travaillons. Personne ne fera ce Mali à notre place. Trop de discours

« LU SUR LA TOILE »

Amadou Sanogo

Donc si je comprends bien notre nation passera toute son existence à tendre sa sébile de mendicité?
Même des simples motos?

Bill Babacar

Pourquoi c est tjrs les mêmes journalistes qui votent pour le ballon d'Or FF ?

PINAL

Au moment où les autres régions du mali se mobilisent pour leur développement, Mopti traverse l'une des pires histoires de son existence. Dans l'Union, on gagnera tous !

Vita Haman

Terrorisme= les gens se plaignent beaucoup des milices. Les milices qui travaillent pour l Etat est une continuitè de la securitè. Donc des pstriotes. Bravo.....

Drissa Arama

Moussa MARA reçoit le Ministre Mohamed Saleh Annadif, envoyé spécial des nations unies au Mali et chef de la MINUSMA, un diplomate chevronné et très attaché à notre pays.
Les deux personnalités ont échangé sur les difficultés socio politiques et sécuritaires actuelles du Mali et des pistes pour en sortir.

Forces Armées Maliennes

Les FAMa ont été victimes d'engin explosif improvisé ce jour 2 décembre 2019 à #Diougani dans le cercle de #Koro région de #Mopti. C'était aux environs de 12heures 20 mns à 1km de #Diougani. Le bilan est de 9 blessés dont deux ont succombé par la suite à leurs blessures.

Rokhaya Kâne

« Je suis gravement préoccupé par la dégradation continue de la situation générale en matière de sécurité, qui a maintenant atteint un seuil critique », a déclaré Alioune Tine, Expert indépendant des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Mali. #terrorisme
En réponse à @KneRokhaya @aliounetine16 et 9 autres
L'échec prolongé et le manque de présence des institutions de l'État dans de nombreuses régions, ainsi que le climat politique, économique et social désastreux, suscitent de plus en plus de frustration et de ressentiment parmi la population. Diagnostique à point. #Maliendanger

Douc Vérité

Douc Vérité est à : Ségou (ville), avec Moussa Yoro Diallo et 8 autres personnes.
Vérifiez bien si ces motos ne sont pas connectées pour donner la position de nos FAMAS aux ennemis,je ne crois pas à la France.

Malick Konate

Celui qui gère les directs de la Primature du Mali a besoin d'une formation accélérée. 01/10 Sory Ibrahim Diallo, El Tigre a fait ITW au Mali où en Suisse ? Tu parlais un moment de son exil politique en Suisse.
KumaGnena

Presidence Mali ✔
@PresidenceMali

"Je félicite le lauréat Lionel Messi. Et j'exprime toute ma fierté de voir deux footballeurs africains, Sadio Mané et Mohamed Salah au Top 5 du football mondial. Ils sont les symboles de l'Afrique qui gagne. Bravo champions et que continue la lutte!"
Ibrahim Boubacar Keita

Macky Sall

Mon cher Sadio Par ma voix, le Sénégal vous exprime ses encouragements et ses félicitations pour cette place dans le quatuor du #ballondor2019. L'exemple d'abnégation et de persévérance qui a été votre crédo vous permettra, nous en sommes sûrs, de conquérir ce trophée. Bravo!

Retard de la Déclaration DPG : Boubou Cissé bat le record

C'est sans doute l'un des points noirs du passage de Dr Boubou Cissé à la Primature. Depuis sa nomination comme chef du gouvernement, les observateurs se morfondent d'attente de le voir sacrifier à la tradition républicaine qui oblige les Premiers ministres maliens à légitimer leur fonction par une Déclaration de Politique Générale approuvée par la représentation nationale.
Ils en ont sans doute pris pour leur impatience car plus ils en piaffent moins le chef du Gouvernement accorde de l'intérêt à la chose. Après huit mois à la Primature, le remplaçant de Soumeylou Boubèye Maïga n'a en effet pas manqué d'occasions de se conformer à la tradition. Il y eut certes l'intersession après sa nomination mais tant de sessions extraordinaires se sont succédé avant la session budgétaire en cours, qui tend vers son épilogue sans DPG. Aucun Premier ministre n'a aussi longtemps fait fi de son devoir républicain et la suspension de ce devoir au résultat du Dialogue National Inclusif n'est point une excuse.

Adema Pasj : Marimantia Diarra déclenche un malaise

L'ancien ministre et vice-président du PASJ est l'auteur d'une missive adressée à l'ensemble de ses camarades membres du Comité exécutif. Le contenu de la lettre ne nous est pas parvenu, mais il nous revient qu'il les prend à témoin sur les orientations peu enviables qu'est en train de prendre leur parti.
Il s'agit selon notre source d'un véritable brûlot d'autant que l'accent y serait mis sur la gestion de la Ruche. Pour nombre d'observateurs avertis, la sortie du vice-président s'assimile à une pierre vicieuse dans la mare du président Tiémoko Sangaré, déjà très décrié pour son immobilisme, l'irrégularité des réunions et une capacité organisationnelle en deçà de la grandeur du parti. S'y ajoute que certaines options politiques dévient manifestement de l'habituelle tolérance Adémiste telle l'approche trop rigoureuse à l'encontre des militants suspendus dans la foulée de l'investiture d'IBK comme candidat du PASJ à la présidentielle 2018. Autant dire que la démarche de Marimantia Diarra n'est pas pour déplaire à beaucoup de militants et qu'il pourrait par conséquent raviver un malaise latent dans une formation politique où on parle depuis quelques temps de congrès extraordinaire.

Ambassade des USA au Mali : Campagne pour mettre fin à la violence basée sur le genre

La Mission américaine au Mali s'est engagée à protéger et à autonomiser les femmes et les filles, en solidarité avec la Campagne mondiale pour seize jours d'activisme pour mettre fin aux violences basées sur le genre. Suite à un appel de l'Ambassadeur Hankins, nous avons tous porté la couleur ORANGE pour démontrer à quel point il est important de prévenir la discrimination et la violence contre les femmes et les filles : « Les filles et les femmes sont souvent ciblées directement dans des espaces publics et privés, tels que la maison, les écoles et les lieux de travail, et empêchées d'aller à l'école. Il est important de montrer à quel point il est important de prévenir la discrimination et la violence à l'égard des femmes et des filles. Cela exige de nous tous que nous agissions: employés de la mission, collègues, gouvernements, individus, chefs religieux, secteur privé et société civile, » a déclaré Hankins.
La violence basée sur le genre est un défi au Mali, aux États-Unis et dans le monde. Lorsque les femmes et les filles prospèrent, les familles et les sociétés prospèrent économiquement et sont plus pacifiques et stables pour tous. Il est temps de mettre fin à la violence basée sur le genre, de soutenir et de responsabiliser les victimes. Les États-Unis sont déterminés à le faire dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la prospérité mondiale et des droits et de la dignité des femmes et des filles dans le monde entier.

«Avions cloués au sol» : Blocage inévitable de l'enquête parlementaire

Parti comme sur un chapeau de roue depuis une certaine lettre du chef de file de l'opposition, les travaux de la Commission ad hoc activée sur les avions cloués au sol ne sont pas forcément promis aux résultats sous-tendus.

Ce ne sera sans doute pas faute d'entrain. Et pour cause, dès l'installation de ladite commission, les acteurs impliqués dans le mécanisme des commandes militaires ont commencé à défiler à l'hémicycle, dans le cadre d'une série d'écoutes destinées à éclairer la lanterne de parlementaires. Sous la houlette de Zoumana N'tji Doumbia, les députés ont ainsi pris l'ascendant sur la justice sans doute à cause du statut de certains acteurs impliqués, en l'occurrence d'anciens ministres poursuivables seulement par mécanisme parlementaire. Verront-ils pour autant le bout du tunnel ? Rien n'est moins sûr, et pour cause : les enquêtes ouvertes par l'hémicycle vont inévitablement buter contre un roc. Il s'agit notamment du Conseil supérieur de défense dirigé par le président de la République en personne, une instance de l'Exécutif incontournable dans la procédure d'acquisition de matériels militaires

La CNDH promet un rapport foudroyant

Le président de la Commission nationale des droits de l'Homme l'a laissé entendre lors de sa sortie, jeudi soir, sur les antennes de Renouveau. Interrogé sur le rôle de la CNDH dans la prise en compte et la dénonciation de certaines graves violations des droits, M. Aguib Bouaré a assuré que la structure qu'il dirige n'est plus la même depuis qu'elle est régie par une nouvelle loi. En clair, le nouveau statut que lui confère ledit texte lui donne en même temps les moyens de son action ainsi que l'autonomie dont il entend jouir mieux que par le passé. Ainsi, la CNDH new-look n'aura aucune commune mesure avec ce qu'on a vu jusque-là. Ses rapports, principal cadre d'expression de cette structure, s'annoncent beaucoup plus étoffés et beaucoup plus audacieux que naguère, a-t-il promis. Il faut donc s'attendre prochainement à un document plus foudroyant sans retenue sur les graves violations des droits de l'homme, y compris dans les cas où c'est l'État qui est en cause.

Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé

Traoré Seynabou Diop, ministre des Infrastructures et de l'équipement : "L'État a besoin de 6000 milliards pour mailler le pays"

Dans un entretien qu'elle a accordé à notre consœur Fatoumata Maïga du quotidien national « L'Essor », la ministre des Infrastructures et de l'Equipement, Mme Traoré Seynabou Diop, a donné des explications concrètes aux agitations récentes des populations à travers notre pays et l'évolution des chantiers des réseaux routiers. Elle a également évoqué sans ambages les raisons qui contribuent à la dégradation des réseaux routiers et les priorités de son département.

Madame le ministre des Infrastructures et de l'équipement n'est pas allée avec le dos de la cuillère pour reconnaitre la légitimité des soulèvements populaires qui réclamaient sur leur passage la réhabilitation des réseaux routiers en état indésirable. Selon lui, ces revendications étaient lisibles un peu plus partout dans notre pays. Du sud au centre en passant par le nord, a-t-elle précisé, avant de dire que ces soulèvement ont été bien appréciés par le gouvernement malien au regard de l'importance de ces routes dans la politique de développement socio-économique et culturel du Mali.

A ses dires, dès que ces agitations ont pris chemin, son département et le gouvernement n'ont ménagé aucun effort pour chercher à satisfaire les cahiers de doléance des manifestants. Le ministre Diop de dire que les raisons de ces manifestations sont multiples que diverses mais qu'au-delà des questions de routes il y avait beaucoup de demandes. Donc Mme Traoré Seynabou Diop de reconnaître que les révoltes populaires ont vu le jour suite à un constat de l'arrêt des travaux, le retard dans le redémarrage sur les chantiers routiers concernés.

La patronne du ministère des Infrastructures et l'Équipement rassure les Maliens que toutes les initiatives sont prises en matière de la politique nationale des transports et du désenclavement adoptée par le gouvernement en Octobre 2015 visant à assurer le développement des réseaux routiers en République du Mali. Cette politique qui s'étale jusqu'à l'horizon 2030 vise à désenclaver de l'intérieur à l'extérieur du Mali.

Sidi Bakayoko

Malitel
Proche de vous

SPIRIT

Achetez une puce équipée de l'application Mon répertoire à 500 F CFA seulement et sauvegardez tous vos contacts en toute sécurité.

* La synchronisation manuelle coûte 100 F CFA, abonnement mensuelle à 300F CFA

service client : 6700
www.malitel.ml
www.facebook.com/malitel.officiel

39ème session ordinaire du CA de l'ANPE : 1300 emplois salariés, 400 emplois directs créés

A la faveur de la 39ème session ordinaire de son Conseil d'Administration, l'ANPE a fait le bilan de ses réalisations au titre de l'année 2019. C'était le 29 novembre 2019.

L'Agence nationale pour la Promotion de l'Emploi (ANPE) a tenu son 39è Conseil d'Administration essentiellement consacré aux tâches suivantes. : L'examen et l'adoption du rapport des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018, l'exécution à mi-parcours du Programme de travail annuel 2019 et du projet prévisionnel 2020. C'était sous la houlette de Mamadou Sinsy Coulibaly, président du Conseil d'Administration de l'Agence. Pour l'année 2019, Mamadou Sinsy Coulibaly s'est réjoui du taux global de réalisation des activités estimé à 86,4% et le taux d'exécution du budget en dépenses et en recettes, à la date 30 septembre 2019 estimées respectivement à 74,51% et 74,76%.

Selon le président du Conseil d'Administration de l'Agence, avec un budget prévisionnel de 6,058 milliards de nos francs, contre 6,370 milliards, soit une baisse de 4,90%, l'année 2020 sera une année de promotion des emplois à travers le partenariat public-privé, moteur de croissance et de contribution à la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi.

Au titre de l'exercice 2020, il a annoncé le renforcement des projets du programme présidentiel, notamment l'insertion des arabisants, les projets relatifs à l'amélioration de l'employabilité des demandeurs d'emplois à travers les sessions de Technique de recherche d'Emploi (TRE) et les sessions de perfectionnement et de reconversion seront renforcés. Au cours de cette année, insistera le PCA, en plus des programmes habituels, l'ANPE va mettre l'accent sur le secteur privé pour la création et le développement des Petites et moyennes entreprises (Pme).

Et comme stratégies, selon son DG, Ibrahim Ag Nock, l'Agence renforcera sa capacité à mobiliser des ressources auprès des partenaires techniques et financiers et des banques de la place afin de pouvoir faciliter l'accès des jeunes au crédit. Et Ag Noah d'inciter les jeunes à mieux participer à ces recrutements à travers des business-plan pour être éligibles au système financier décentralisé et disposer d'un financement qui leur permettrait d'être auto-employeurs et de recruter aussi à leur tour des employés. En termes de réalisation, l'Anpe aura contribué à la création de 1300 emplois salariés pour un taux de satisfaction qui avoisine les 50%. Elle compte également à son actif la création de 400 emplois directs PME-PMI. « En perspective, un projet phare notamment le fond autonome pour l'emploi, un dispositif de garantie des différents projets sera renforcé en 2020, a-t-il annoncé », a-t-il laissé entendre.

Amidou Keita

Intervention militaire au Sahel : "Ce qui fait la force de nos ennemis, c'est la faiblesse de l'État malien"

La solution au conflit dans la région du Sahel passe par un changement à la tête des pays de la région, notamment à Bamako, estime l'ancien colonel Michel Goya dans une tribune au « Monde ».

Le 11 novembre a été inauguré, à Paris, un monument en mémoire des soldats « morts pour la France » loin de leur pays depuis 1963. Si on examine le contexte dans lequel sont morts les 549, et hélas bientôt 562, soldats dont le nom y est inscrit, on s'apercevra que presque tous sont tombés en luttant non contre des États, mais contre des organisations armées. Aujourd'hui, et pour ne considérer que le Sahel, nous affrontons Ansar Eddine, Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), la katiba Macina et la katiba Al-Mourabitoune réunies dans un Groupe pour le soutien de l'islam et des musulmans (GSIM), ainsi que l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS).

Nous leur faisons la guerre d'abord parce qu'ils nous l'ont déclarée en 1995, lorsque ce qui deviendra plus tard AQMI a organisé une série d'attentats en France, envisageant même de lancer un avion de ligne au cœur de Paris. Ensuite, AQMI et d'autres ont entrepris de nous harceler dans le Sahel en tuant nos ressortissants ou en les prenant en otages. On s'est lors contentés de se protéger de leurs actions. Cela pouvait suffire pour contenir la menace. Mais certains Etats de la région, dont le Mali, nous ont appelés au secours avant son effondrement. C'est ainsi que, pour la première fois depuis 1978, nous nous sommes engagés directement au combat contre des organisations armées. Cette opération « Serval » a été un remarquable succès, en grande partie du fait de la territorialisation de l'ennemi dans le nord du Mali, qui fournissait des objectifs clairs, sinon faciles, à conquérir.

Centre de gravité

Les opérations militaires peuvent prendre deux formes : séquentielle et cumulative. Dans le premier cas, on progresse d'objectif en objectif jusqu'au but final. Dans le cas de « Serval », on pouvait voir les forces françaises et alliées progresser vers le nord, libérer Gao et Tombouctou, puis détruire la base d'AQMI dans la vallée de l'Ametettaï. Ajoutons que, dans cette forme de guerre, la réponse à la question « pourquoi nos soldats meurent-ils ? » n'induit que rarement le doute, car elle s'accompagne de succès visibles. Dans le second cas, il s'agit de l'agrégation d'une multitude de petites actions isolées – coups, frappes, assassinats, propagande, actions civiles, etc. –, dont on espère des deux côtés qu'elles finiront par produire un effet stratégique émergent, une capitulation, plus rarement une destruction, plus fréquemment une situation considérée comme acceptable. Toute la difficulté, dans ce dernier cas, est alors de savoir où s'arrête ce qui suffit.

Partage de butin à Banconi Layebougou : Alpha Cissé poignardé par le Chef de Gang

Le partage du butin tourne à un assassinat et l'interpellation de cinq suspects. L'argent n'aime pas le bruit, a-t-on coutume de dire. L'atteste cette rocambolesque histoire d'un jeune homme poignardé à mort et de cinq (5) suspects interpellés.

Le mercredi, 27 novembre 2019, un groupe de jeunes délinquants consommait de l'alcool au cabaret «D'EMILE » sis à Banconi Layebougou. Soudain, éclata une altercation entre eux. L'alcool qui coulait à flot sur leur table n'était certainement pas étranger à cette brusque montée d'adrénaline !

Les témoins entendirent en tout cas des propos pas rassurant émanant du groupe. Propos du genre : « Ma part ! Où est ma part ? Si je ne l'obtiens pas je te tue ! ».

L'on saura plus tard que les menaces émanaient du nommé Hamidou SINAYOGO dit «WARA». Il reprochait aux autres membres du groupe de l'avoir écarté lors du partage du butin. Effrayé, l'un d'entre eux, Alpha CISSE prit la fuite. Et du coup, il passa pour le principal suspect à l'origine de «l'arnaque».

Alors Hamidou SINAYOGO dit «WARA», en colère, jura d'avoir la peau du «traitre». Et il se mit à sa recherche. De ce pas, il se rendit chez Oumar DIAKITE dit «FABLENI» un autre membre de la bande. Ce dernier affirma ne l'avoir pas vu. Alors, «WARA» concocta un plan en vue de dénicher le fugitif.

Il appela un membre de la bande, Mamadou DOUCOURE dit «VEGI», en lui demandant d'appeler son ami Seydou SENE dit « BASSEYDOU» afin que celui-ci vienne récupérer son téléphone qu'il avait perdu. Lorsque ce dernier s'est présenté, il l'envoya chez le fugitif Alpha CISSE au motif que c'est lui qui détient son téléphone en question. Sans autre explication Seydou SENE dit « BASSEYDOU » s'est rendu dans la famille d'Alpha CISSE pour récupérer son portable. A son arrivée il trouva Alpha CISSE dans sa Chambre avec sa copine répondant au nom de Ballakissa COULIBALY. BASSEYDOU réclama ainsi son téléphone à Alpha qui était surpris par la requête. «Quel téléphone demanda-t-il, fort logiquement ? ».

Alors BASSEYDOU l'invita à sortir de la maison pour plus de discrétion. Ce que tous deux ignoraient, c'est que dehors, les attendait «WARA». C'est au moment où BASSEYDOU procédait à une fouille sur ALPHA, qu'apparait WARA, muni d'un poignard. Il le planta en plein dans la poitrine de sa victime Alpha Cissé, et le tira jusqu'au niveau de la hanche faisant une large entaille. Du sang gicla de la plaie béante et la victime commença son agonie. Pris de panique, les deux malfrats prirent alors la fuite laissant Alpha Cissé dans son sang. C'est la copine Ballakissa COULIBALY qui sortit et tenta de secourir son malheureux amant ! Hélas, il était trop tard ! Ballakissa ne pouvait qu'informer les parents du drame. La même nuit, aux environs de 03 heures, le père d'Alpha Mamadou CISSE, commerçant de son état, se rendit au Commissariat de police du 6éme Arrondissement de Bamako pour donner l'alerte. Immédiatement, une unité de la Brigade de recherche conduite par le chef BR s'est transportée sur les lieux en compagnie du père. Sur place, en effet, le malheureux Alpha Cissé gisait dans son sang. Il a été transporté à l'Hôpital Gabriel Touré par une équipe de la protection civile. Une enquête fut ouverte par ledit commissariat. Après audition et recoupement, le commissaire Permanant du 6ème Arrondissement procéda à l'interpellation de Seydou SENE dit «BASSEYDOU», (élève âgé juste de de 16 ans) ayant extrait le défunt de son refuge pour le livrer, sans le savoir, à son assassin. Fut également interpellé le nommé Mamadou DOUCOURE dit «VEGI» sans profession, âgé de 22 ans, Instigateur de l'incident ; Ballakissa COULIBALY coiffeuse âgée de 19 ans copine du défunt, Oumar CAMARA dit « GOUTI », ouvrier âgé de 17 ans, ami du défunt, Kalilou MAIGA dit « GALADJIO » apprenti Chauffeur âgé de 19 ans compagnon du défunt et Oumar Diakité dit «Fabléni».

Les investigations sont en cours en vue d'interpeller les nommés Hamidou SINAYOGO dit « WARA », présumé auteur principal et Bourama COULIBALY dit « DJACOUMA » présumé complice principal.

A suivre...

Ibrahim Sanogo

Moustiquaires détournées de la Guinée pour le Mali : Un député malien cité

En octobre dernier, l'ancien ministre de la Santé, Dr Edouard Nyankoye Lamah, avait frôlé l'audition dans le dossier pour « abus de confiance », « vol » et « recel » de moustiquaires financées par des institutions partenaires de la Guinée. Quelques semaines après, il a été limogé puis nommé à la Présidence de la République. Quant au juge d'instruction en charge du dossier, Alphonse Charles Wright, il a été nommé comme juge au tribunal de première instance de Dixinn. Quel sera donc la suite à réserver à ce dossier ? En attendant de le savoir, Guineenews a pu consulter le rapport d'une commission rogatoire qui a séjourné au Mali entretemps.

Le rapport indique que quelque 50 mille moustiquaires ont été trouvées sur le territoire malien. La Commission rogatoire partie de la Guinée a permis d'inculper trois personnes dont deux Maliens et un ressortissant guinéen vivant à Bamako pour « recel de moustiquaires ». Si l'affaire n'est pas étouffée, ces trois personnes devraient être transférées en Guinée en vertu de la convention de coopération judiciaire du 29 mai 1963 signée par la Guinée et le Mali.
De son côté, dans une autre procédure différente de celle de la justice guinéenne, la justice malienne poursuit trois Maliens pour « vol qualifié ».

Dans l'entrepôt d'un député malien

Comment les six personnes auraient pu voler ou receler les moustiquaires au Mali ? Selon le rapport, les trois personnes inculpées pour « recel » – tous des commerçants grossistes – ont indiqué avoir acheté les moustiquaires avec des commerçants guinéens. Le rapport indique que ces commerçants guinéens auraient soudoyé des agents douaniers de Kouremalé (à la frontière guinéo-malienne) pour pouvoir passer avec les moustiquaires.
Le rapport indique aussi que 18 ballons de moustiquaires ont été saisis dans l'entrepôt d'un député malien... Celui-ci aurait dit qu'il est le représentant au Mali d'une entreprise américaine de production de moustiquaire. Mais une mission américaine au Mali aurait permis de prouver que les moustiquaires sont bien venues de la Guinée et ont été fournies à la Guinée par Against Malaria Foundation, Catholique Relief Service et l'USAID.
Un autre fait a attiré l'attention de la commission rogatoire : l'Etat malien avait pris 2000 moustiquaires avec PSI-Mali lors d'une campagne de distribution de moustiquaires en 2018. Pour la restitution, l'Etat a lancé un appel d'offres pour la fourniture des 2 000 moustiquaires. Et c'est un opérateur économique malien qui a remporté le marché et qui a réussi à fournir les 2 000 moustiquaires. Où les a-t-il pris ? C'est la question que les enquêteurs se posent.

De nouvelles inculpations en Guinée ?

Selon des indiscrétions proches du dossier, un haut responsable du Programme national de lutte contre le paludisme était sur le point d'inculper que tout à coup le juge en charge du dossier a été affecté au TPI de Dixinn. En effet, la Commission nationale de coordination était composée de cadres du Programme national de lutte contre le paludisme et de cadres du ministère de la Santé. Après avoir mis en place un plan de distribution qui partait de la macro planification à la visite à domicile post distribution en passant par la micro planification, le dénombrement et la distribution, la Commission s'était appuyée sur des commissions techniques de distribution. En dépit de ce plan et de ces commissions techniques, quelque 50 mille moustiquaires seraient quand même sorties pour aller inonder les marchés de Bamako.

Kidal propose une nouvelle devise au Mali : « Unité-Egalité- Justice »

Depuis qu'il existe en 1960, la Devise du Mali est : Un Peuple-Un But-Une Fois. Mais, ne voilà- t-il pas que Mohamed Aly BATHILY, ancien ministre, revient du Congrès du MNLA avec une nouvelle devise. Dont il semble être le chargé de plaidoyer. Par les plus hautes autorités Kidaloises.

La Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) est composée des trois entités. D'abord, le Haut conseil unifié de l'Azawad (HCUA) qui est composé d'arabes, de Touaregs et d'autres unis au nom de l'islam. Il est pour l'intégrité du Mali dans un Etat islamique. Un Mali régi par la Charia exclusivement. Ensuite, le Mouvement arabe de l'Azawad, une entité nationaliste qui entend défendre l'intérêt arabe dans l'Azawad et au Mali. En effet, il est aussi pour l'intégrité du Mali ; un Mali géré autrement. Nous avons enfin le Mouvement national de libération de l'Azawad - MNLA. Il s'agit d'une centrale du nationalisme touareg qui lutte pour se séparer du Mali en vue de créer un Etat touareg dans la sous-région.

Les maliens font une fixation sur lui pour cette tendance séparatiste. Même si le MNLA tient, c'est surtout grâce au soutien des milieux de Gauche (donc de l'internationale socialiste) qui dominent la communauté internationale depuis 30 ans. À noter que chaque 6 avril, depuis 2012, la CMA, donc les trois entités, célèbrent la « fête de l'indépendance de l'Azawad. Notamment en piétinant, en brûlant et en profanant le drapeau du Mali et ses symboles. L'édition de cette année fut particulièrement féroce contre le Mali.

Des hôtes de marque «venus du Mali »

Le MNLA vient de tenir son 4ème Congrès, avec la sécurisation et la contribution de la Minusma, sous une carte du Mali amputée du sud et du centre. Mais, «des délégations venues du Mali » ont participé à la rencontre. Deux très hautes «délégations du Mali » y ont particulièrement brillé par leur présence. Il s'agit de l'Asma CFP, le parti politique de l'ancien Premier ministre de IBK, Soumeylou Boubeye MAÏGA et de celle conduite par l'ancien ministre de IBK, Mohamed Aly BATHILY. Les maliens ont été, semble-t-il, sonnés de le voir, sur les images, prendre la parole à cette occasion. Un montage ? Absolument pas.

En effet, nous avons pu entendre, sidérés, par document audio, BATHILY père répondre aux questions sur sa participation au congrès du MNLA à Kidal. BATHILY a indiqué qu'il avait participé au congrès sur invitation express des plus hautes autorités de Kidal. Qui lui auraient justifié l'invitation par le fait qu'ils l'avaient beaucoup entendu parler sans le connaître et qu'ils l'appréciaient énormément. «J'ai répondu à l'invitation, j'ai été très bien reçu. Ils m'ont installé en haut avec les dignitaires et ils m'ont donné la parole comme aux autres grandes personnalités. Il y avait plus de 1000 participants. Ils ont parlé de la crise, de leur volonté d'en sortir et même si on doit retoucher l'Accord», a expliqué en substance le juge devenu avocat, manifestement très touché par les honneurs qui lui ont été faits.

BATHILY ajoute que les azawadistes doutent du gouvernement, qu'ils ont trop subi de lui (discrimination, marginalisation, manque d'infrastructure, aucun hôpital à Kidal, aucune institution d'enseignement supérieur, aucune justice mais l'oppression ». Le tout sous l'égide d'une Devise : un Peuple, un But, une Foi. Cette devise apparaît comme la source et la traduction du mal. Une calamité à bannir.

Un ambassadeur plénipotentiaire de l' « Azawad » au Mali ?

Les hôtes lui auraient exprimé leur volonté de retrouver la paix avec le Mali. En parlant aux maliens pour se comprendre avec eux. Les Kidalois en auraient eu marre des tête-à-tête avec les gouvernementaux, des huis clos au sortir desquels, on déforme leurs propos en les rhabillant de sorte qu'ils ne reconnaissent plus leur parole. Les Kidalois voudraient donc compter sur lui pour passer leur message et nouer le dialogue directement avec les populations. Et leur expliquer les exactions, les injustices et le mépris de Bamako. Avec une devise qu'ils honnissent. Ils voudraient donc faire la paix avec les populations. Mais cela passe manifestement par la répudiation de la Devise nationale. Et son remplacement par une autre : Unité- Liberté- Justice.

BATHILY a manifestement été invité pour être investi de la mission de mener le plaidoyer pour la nouvelle orientation de Kidal. Lui en ont-ils donné les moyens ?

Amadou TALL

Crise sécuritaire au Sahel : Barkhane pourrait-elle résister aux mouvements sociaux ?

Le Sahel ou le Mali en particulier est devenu un mouroir pour le pays des droits de l'Homme et de la liberté, la France. La récente perte des 13 soldats français au cours d'une opération dans le Gourma a suscité nombreuses interrogations et des révoltes ici et ailleurs au-delà des messages de soutien et de compassion adressés aux proches des victimes et à la nation éplorée. Une partie de l'opinion publique Française s'interroge encore sur le bien-fondé de cette présence militaire. Partout au Sahel, les populations appellent son départ de la zone de leur vœu, l'accusant ainsi de duplicité. Que faire ?

Du début de son intervention en janvier 2013 à aujourd'hui, la France a perdu 41 militaires. La perte de 13 militaires le 26 novembre 2019 est la plus lourde depuis trois décennies. Deux hélicoptères sont perdus au cours d'une opération périlleuse pendant la traque de présumés djihadistes. Avec plus de 4000 hommes engagés et un important matériel sur une région aussi vaste comme l'Europe, l'armée Française se retrouve seule. Elle tarde à se faire aider par ses partenaires européens et ceux de l'OTAN. Se serait-elle fait trahir dans cette entreprise de lutte contre le terrorisme par ses partenaires avec qui, elle a mis fin au régime du guide libyen ? Question difficile à répondre quand on sait la rapidité avec laquelle les intérêts d'un tiers état change au gré des situations.

La déstructuration de la Libye a mis un vaste marché à ciel ouvert d'armes de tous genres à la disposition de groupes violents. Des trafiquants de toutes sortes et des djihadistes ont en leur possession du matériel militaire capable de déstabiliser les Etats sahéliens fragilisés par la mauvaise gouvernance, la corruption des élites et le sous-développement. C'est dans cette zone incertitude que des groupes violents indépendantistes et salafistes ont attaqué en 2012 un pays membre des Nations Unis, le Mali. Aujourd'hui, la tragédie va au-delà des frontières du Mali et du Sahel. La Cote d'Ivoire et le Benin ont été frappés par le terrorisme malgré leur éloignement des zones de conflit. La situation s'est embourbée au Mali exacerbant les tensions communautaires où un véritable drame humain se joue. L'épicentre des tueries s'est déplacé vers le Burkina Faso qui est classé en zone rouge, déconseillé aux ressortissants occidentaux. L'armée Française se retrouve seule face aux groupes extrémistes parce que le mandat de la MINUSMA ne la permet d'aller aux combats comme la force Française Barkhane.

Aujourd'hui, tout le monde s'interroge sur la capacité de Barkhane d'éradiquer le terrorisme dans la région. Et pourtant l'opération Serval avait permis de les désorganiser mais actuellement Barkhane s'avère être un échec pour la France compte tenu de son approche de la question. Ses multiples appels manqués à l'endroit de ses partenaires européens sont vécus comme une trahison sinon comme un refus de la lecture Française dans l'approche de la crise malienne qui a dégénéré en crise sécuritaire pour l'ensemble de la sous-région. Que pourra faire la mission Takuba ou du moins quel état européen consentira à envoyer ses fils dans le bourbier malien ? Il est difficile de répondre favorablement à cette requête Française. Il est évident que l'opinion publique de nombreux pays européens ne toléra pas de nombreuses pertes militaires comme c'est le cas pour la France aujourd'hui.

La réalité du terrain commande à la France de revoir ses ambitions et ses intérêts à la baisse. Sans le soutien des autres puissances telles la Russie ou les USA, elle ne pourra pas venir à bout de cette lutte contre le terrorisme. Son appel à l'aide à ses pairs européens a moins de chance d'être entendu parce qu'aucun Etat européen ne consentira à de pertes humaines toujours grandissant. La solution qui reste à la France est de laisser les solutions locales de règlement de conflits s'exprimer. Les USA ont discuté avec les Talibans en Afghanistan. Il est arrivé à la Russie en Syrie, de discuter avec les groupes rebelles au régime Syrien afin de trouver des arrangements sécuritaires. Il faut que Barkhane aide les armées Africaines à couper les chaines d'approvisionnement en armes des groupes armés. Tant que les armes circulent, la spirale de violence continuera.

Ibrahim Sanogo

Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté : Pour la validation rapport annuel

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) au Mali, le représentant du ministre de l'Economie et des Finances, à travers la Cellule Technique du Cadre Stratégique de lutte contre la Pauvreté, a présidé le lancement de l'Atelier de validation du Rapport national 2018 de mise en œuvre des ODD et l'élaboration du Rapport régional UEMOA de suivi de la mise en œuvre des ODD.

Cette activité se tient du 2 au 4 décembre 2019 à Bamako. Elle regroupe les Représentants des structures techniques et administratives de la partie gouvernementale, de la Société civile, des Collectivités territoriales, du Secteur privé ainsi que des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

A cet effet, elle a pour objectif, d'une part d'examiner et valider le Rapport national 2018 de suivi de la mise en œuvre des ODD et, d'autre part d'exploiter le dispositif et les outils régionaux relatifs au suivi des ODD dans l'espace UEMOA.

Pour le représentant de la FAO, à l'entame de son propos, il a salué la pertinence des termes de ce présent atelier qui vise fondamentalement à examiner et valider le rapport national 2018 de mise en œuvre des ODD. A ses dires, il s'agit d'examiner le dispositif et les outils régionaux pour le suivi des ODD. « Depuis le lancement des ODD au Mali, les appuis apportés par le système des Nations Unions pour le développement ont été multiformes », a affirmé Amadou Allahouny Diallo.

A ce titre de rappel, la réforme du système vital des Nations Unies pour le développement, qui est effective depuis le début de cette année, fait de l'appui aux Etats pour l'atteinte des ODD dans la mission cardinale dévolue aux engagements des Nations Unies dans les pays.

Par ailleurs, le représentant du ministre de l'Economie et des Finances dira que le gouvernement du Mali s'est engagé à atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD), adoptés par les Chefs d'Etat et de Gouvernement du monde entier lors du sommet spécial des Nations Unies sur le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 à New York.

Au Mali, la mise en œuvre des ODD s'est établi auprès du lancement officiel en février 2018, par la réalisation de plusieurs activités portant, entre autres sur l'atelier de formation, d'appropriation et d'identification des priorités de développement des ODD et l'élaboration des rapports 2016 et 2017 de mise en œuvre des ODD. « L'agenda 2030, pour les ODD, est un levier important pour accélérer les efforts nationaux afin de consolider la stabilité du pays et asseoir les conditions favorables à son développement », a souligné Bangaly N'ko Traoré.

Toutefois, au cours de son intervention, le représentant du ministre de l'Economie et des Fiances insistera qu'il a été constaté des insuffisances en ce qui concernent l'intégration des ODD sur l'éducation, l'assainissement, la croissance inclusive, les inégalités, l'environnement et la gouvernance.

A l'issu de cet atelier, le rapport 2018 de mise en œuvre des ODD au Mali sera examiné et validé. Le dispositif et les outils régionaux pour le suivi des ODD notamment le canevas de rédaction du rapport régional et la matrice unifiée de suivi des ODD et de la pauvreté sont partagées et contextualisés aux réalités nationales.

Depuis des décennies, le monde est à la recherche de modèles adéquats pour satisfaire de manière durable les besoins de l'humanité en biens et services. Dans les pays développés tout comme dans les pays en développement, il est devenu essentiel d'intégrer les enjeux environnementaux dans les processus de développement économique et social. Pourtant, les activités humaines continuent d'entraîner inéluctablement la consommation accrue de ressources naturelles, la pollution, la destruction des milieux naturels et des espèces qui les composent, etc. Si tous les voyants sont au rouge en ce début de 21ème siècle, les conséquences ne sont pas seulement environnementales ; elles mettent également à mal le développement économique et social souhaité. Une mauvaise gestion de l'environnement peut ainsi anéantir les efforts de développement.

De ce fait, il est vital d'intégrer les considérations environnementales au sens large dans les politiques macroéconomiques et commerciales de même que les plans et programmes de développement. Cette exigence se justifie également par l'engagement accru des populations envers le développement durable. La société civile perçoit nettement la gravité des enjeux tant sur le plan environnemental que sanitaire, sécuritaire, économique et social, etc. Dès lors, il est impératif d'agir pour réduire considérablement ces nuisances sur notre environnement.

IBRAHIM SANOGO

Moussa Mara sur la sécurité : «Nos soldats, ces héros oubliés !»

Ils nous permettent de dormir à peu près normalement. Ils incarnent le Mali, son Etat, son indépendance et sa souveraineté. Bien qu'affaiblis et subissant des pertes, ils essaient de tenir et d'accomplir leur mission, c'est-à-dire assurer à notre pays un futur. Ils ? Ce sont nos hommes en armes, les militaires de l'armée auxquels il est légitime d'ajouter les autres forces que sont la gendarmerie, la garde, la police et les autres services paramilitaires.
Ceux qui sont en première ligne en cas de confrontation armée et qui en subissent les conséquences. Sous d'autres cieux, ces hommes et femmes qui risquent leur vie au service de leur pays, sont adulés voire idolâtrés. On les célèbre à chaque occasion. En la matière, les États-Unis d'Amérique dont l'armée est la plus forte du monde, constitue un exemple à méditer. La France n'est pas en reste.

En témoignent les hommages régulièrement rendus dans ce pays aux militaires ayant perdu la vie. Les cérémonies organisées à ce titre, à l'occasion de l'accident tragique ayant causé le décès de treize militaires français dans notre pays, démontrent à suffisance la place particulière des soldats pour cette
nation. Ces pays estiment justement qu'aucun dispositif ne sera suffisant pour illustrer la reconnaissance d'une patrie à l'égard de ses enfants morts pour elle !
Notre pays, depuis sept ans, vit un véritable traumatisme, silencieux pour l'instant mais hautement dangereux si on ne le traite pas à hauteur de souhait. Nos soldats meurent, sous les coups des groupes armés divers et variés, à la suite d'attaques ou de manière lâche par des mines. Cela n'est malheureusement pas près de s'arrêter compte tenu du contexte. De la tragédie d'Aguelhok à celle de Tabankort en passant par Nampala, Bambara Maoudé, Indelimane, Kidal ou Boulkessi, trop de jeunes soldats sont morts sans que la nation en soit suffisamment sensibilisée et surtout ne soit engagée dans un processus permettant aux parents des victimes et à leurs camarades d'être persuadés qu'ils ne sont pas morts pour rien !

Qui se souvient encore du capitaine Sekou TRAORE dit Bad et de ses camarades suppliciés à Aguelhok ?

Les dates anniversaires de ce massacre ignoble passent désormais dans l'anonymat.
Il ne se passe pas de semaine sans qu'au moins certains de nos jeunes
soldats meurent de manière violente, dans un relatif anonymat. Les communiqués sont diffusés et on passe à autre chose ! D'autres sont blessés dans la même indifférence et sont soignés dans nos hôpitaux, dans des conditions précaires. Il faut rectifier rapidement le tir si nous voulons rehausser le moral de nos troupes et leur insuffler ce surcroît de fierté et de bravoure qui fait la différence sur les champs de bataille.
Toute la nation malienne, sous le leadership de nos autorités, doit s'engager dans la voie du soutien irréductible à nos hommes en arme. De nombreuses initiatives sont à envisager dans cette perspective.
La première initiative est de faire du rehaussement moral de nos soldats, notre objectif permanent.
Nous devons bannir le dénigrement de nos forces, cesser les railleries et la remise en cause de la combativité des militaires maliens. Les faiblesses sont connues de la hiérarchie et des décideurs publics. Il faut laisser à ceux-

ci la mission de conduire les réformes permettant de corriger les faiblesses de nos Forces Armées Maliennes (FAMA).
À nous autres, leaders politiques et de la société civile, citoyens et forces vives de nous inscrire dans le soutien tous azimuts et sans concession à nos troupes.
Nous devons mettre désormais en avant toute situation permettant de soutenir le moral de nos troupes et faire d'eux nos héros. On doit magnifier les actes de bravoure, célébrer ceux qui se comportent bien et le faire savoir. Dans ce segment, les autorités maliennes doivent faire des efforts, publier toutes initiatives à porter au crédit de nos soldats, les mettre en avant, les soutenir par des stratégies de communication appropriées pour que l'ensemble des Maliens en soit informé.
La réalisation de monuments, de stèles commémoratives, sur base d'initiatives nationale, régionale ou locale constitue une action à encourager. Il en est de même de l'instauration de journées spéciales pour nos troupes, indépendamment de la
Fête de l'Armée.
Les journées peuvent avoir un lien avec un fait majeur à ne pas oublier, être instituées pour mettre en avant un acte de bravoure source de fierté ou pour toute autre cause destinée à inscrire les FAMA dans l'agenda national, régional ou local.
Le travail de mémoire et la célébration de ceux qui perdent la vie pour la patrie, forment le cœur des initiatives à envisager pour redonner à nos soldats, toute la place qu'ils méritent dans le pays et au cœur de la nation. Nous devons porter le deuil de ceux qui meurent pour nous et nous organiser à nous remémorer leur sacrifice.
Cela doit être une constante au Mali, quel que soit le nombre ou la fréquence des décès. Plus jamais aucun soldat malien ne doit mourir dans l'indifférence générale !
À chaque perte, les autorités doivent organiser les cérémonies en grande pompe et y participer.
Elles doivent créer les conditions pour que les Maliens se sentent concernés par la perte de nos soldats. La densification et la diffusion très large des communiqués participent de ce principe. On pourrait également multiplier les émissions télé consacrées à ces évènements et insérer un bandeau noir sur les images de la télé. On devrait également égrener les noms des militaires disparus à la télé...
Les services sociaux doivent accélérer les procédures administratives pour la succession afin que les familles ne connaissent pas les affres du dénuement matériel après le choc psychologique de la perte de leur proche. Nous devons montrer le quotidien des blessés, organiser des actions de solidarité à leur égard et à l'égard de la famille de ceux qui sont décédés. Il faut travailler à la reconversion des blessés et la vie future des veuves et orphelins, leur accorder des quotas de logements sociaux...
Le dispositif des pupilles de la nation est une bonne idée, il faut le mettre en œuvre rapidement et communiquer dessus pour que toute la nation sache que les enfants des militaires décédés bénéficient de la solidarité de la nation. Nos soldats en sauront gré au pays et cela démultipliera leur engagement pour la patrie.
Les autorités locales doivent prendre part à ce dispositif de reconnaissance nationale : dans chaque commune, il faut identifier les veuves et orphelins et les blessés de guerre et leur donner une place dans les cérémonies locales, accorder dans les édifices publics une place aux héros, leur faire des monuments spécifiques, mettre les rues en leur nom ou des places... Au niveau national, à l'occasion de la Fête de l'Armée, des initiatives de solidarité en faveur des veuves, orphelins et des blessés peuvent être envisagées. On peut décider, à l'instar de ce qui est fait pour les personnes âgées dans le cadre du Mois de la Solidarité, que l'ensemble des autorités nationales se partagent entre les différentes
familles de disparus et les blessés de guerre afin de leur signifier que la nation reconnaissante ne les oublie pas.
Les initiatives étatiques, nationales et locales, feront écho à celles des services sociaux des FAMA, de la société civile et des forces vives pour rendre à nos héros les hommages qu'ils méritent. Les autorités peuvent inciter et encourager les activités de ces acteurs au bénéfice des soldats et de leurs familles.
Elles peuvent également mettre en place un dispositif de recueil voire de prime aux idées et suggestions utiles dans le sens de la solidarité de la nation à l'égard des forces de sécurité.
Ces initiatives viendront compléter toutes les activités prévues dans la Loi d'orientation et de programmation militaire (soutiens divers, renforcement de la formation, amélioration des rémunérations, acquisition d'équipements, réalisation d'infrastructures dont un hôpital militaire, premier en son genre dans notre pays, etc.) qu'il convient de concrétiser rapidement.
Nos soldats doivent sentir l'Etat et la nation derrière eux comme c'est le cas ailleurs. Et, comme ailleurs, ils donneront le meilleur d'eux-mêmes au service de nous tous.

Moussa MARA

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE
CANAM
REPUBLIQUE DU MALI

La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Festival International de Caricature : Revivifier le dessin au Mali

La troisième édition du Festival de Caricature et Bande Dessinée (Fescab) s'ouvrira le 27 février 2020, au Palais de la Culture. Cette activité vise fondamentalement à inviter la population à concevoir le dessein comme un véritable outil de développement. L'évènement sera parrainé par le ministre de la Culture, soutenu par le Royaume de la Belgique et plusieurs autres partenaires dont l'UE, l'Allemagne, l'ORTM, l'ONU femmes entre autres, d'où le thème : « Vivre ensemble » !

Pendant trois jours, le festival des dessinateurs du Mali et d'ailleurs, des éditeurs, des enseignants, des étudiants en art, des libraires ainsi que des parrains internationaux vont effectuer une caravane de sensibilisation et de compétition à travers un concours de caricature et de bande dessinée, afin de collecter des dessins ordinaires sur le thème du festival.

En effet, le Fescab, depuis sa création, est suivi et parrainé par le ministre de la Culture pour son originalité et sa pertinence. Par conséquent, il est écrit, après deux éditions, à l'agenda culturel du Mali comme l'un des activités du département en charge de la culture.

Le Fescab s'inscrit donc dans le cadre d'échanges d'expériences, de discussions, d'analyses sur les voies de la promotion du dessin au Mali mais aussi ailleurs en Afrique et dans le monde.

Pour sa part, le président du Fescab a témoigné que l'ambassadeur de la Royaume de Belgique qui a été le premier à croire à ce projet dont certains étaient septiques. « **Donc, il est notre partenaire traditionnel et dans tous nos parcours, il nous a soutenu et il continuera de le faire** », a affirmé Adaman Djongo.

Cependant, l'Ambassadeur Belge au Mali, Adrien Théâtre a précisé que la caricature et le dessin en général sont considérés chez eux comme un art à part plénier avec un potentiel économique intéressant. A ses dires, plus de la moitié des livres édités ou fabriqués en Belgique sont des Bandes Dessinées.

« **Le thème de cette année nous tient à cœur car il faut savoir que nous aussi en Belgique, nous avons des compatriotes du Sud et du Nord, entre les Flamands au Nord qui parlent le Néerlandais et les Wallons au Sud qui parlent le Français, nous cultivons au jour le jour l'art, essentiel du vivre ensemble. Donc l'humour permet de désamorcer les tensions entre ethnies voisines ou entre clans familiaux** », a affirmé le diplomate belge.

En plus, Adrien Théâtre a souligné qu'il est très important de rappeler surtout dans un pays comme le Mali où les caricaturistes, bédéistes, dessinateurs, peintres et jeunes artistes en tout genre ont du mal à vivre de leur art et sont victimes de nombreux préjugés. « **Car les jeunes maliens ont du talent mais peu exploité. Le constat est que cette année, la Belgique met en avant les jeunes talents maliens** », a-t-il déclaré.

Pour ce faire, Il s'agit pour lui d'une initiative qui permettra sans doute de donner une certaine visibilité aux jeunes maliens évoluant dans les domaines tels que l'audiovisuel.

Yacouba Diarra dit KAYS dessinateur des Editions « Jamana ». Dans cet organe, il faisait des illustrations des livres et des caricatures. A l'en croire, ce festival permettra de mieux orienter les jeunes d'une façon harmonieuse, juste et équitable. « **Nous constatons, chez nous, que les caricaturistes sont moins nombreux. Nous voulons que le monde de ce secteur se gonfle davantage. En outre, notre handicap est que cette activité n'est pas enseignée dans les écoles. Notre souhait est que ce festival permette aux jeunes de se former davantage et de connaître comment faire à la main, le portrait... Enfin, je remercie les initiateurs de ce projet tout en leur souhaitant plein succès** », a-t-il indiqué.

Ibrahim Sanogo

Biennale africaine de la photographie : Bamako sous les feux des projecteurs !

Du samedi 30 novembre au vendredi 31 janvier 2020, Bamako accueillera la 12ème édition de la Biennale africaine de la Photographie. L'ouverture des travaux était présidée par le président de la République du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta, le samedi 30 novembre au Musée National. L'évènement a enregistré la présence de plusieurs membres du gouvernement, des chefs d'Institutions, des diplomates accrédités auprès du Mali et plusieurs autres personnalités.

Le thème retenu : « Courants de conscience ».

En prenant la parole, le ministre de la Culture, Ramatoulaye N'Diaye, a rendu hommage à la mémoire de la Commissaire de la 10ème édition de la biennale africaine de la photographie.

« Cet évènement continental se conjugue cette année avec la mise en œuvre du mandat du président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, en qualité de Champion de l'Union Africaine pour les Arts, la Culture et le Patrimoine », a-t-elle rappelé.

Selon elle, les Rencontres de Bamako sont aujourd'hui la principale manifestation artistique dans le domaine de la photographie sur le continent africain. « Cette rencontre offre la possibilité aux artistes de traiter avec leur inspiration, leurs aspirations aussi, un sujet d'actualité. D'en tirer beauté, expression, réflexion et lecture personnelles, susceptibles de nourrir la conscience collective et de fertiliser nos rêves », a-t-elle déclaré, tout en soulignant que la Biennale africaine de la Photographie est née en 1994.

D'après elle, le choix du thème de cette 12ème édition des Rencontres de Bamako se justifie par la volonté d'inviter les artistes à imaginer la pratique artistique dans le but de révéler des univers de pensées et de circonstances. « Photographier, c'est écrire avec la lumière, et là où il y a la lumière, l'obscurantisme disparait. Là où il y a la lumière, le vrai triomphe de l'ivraie, là où il y a la lumière, la peur disparait, là où il y a la lumière les ponts remplacent les murs. L'amour domine la haine, et les rencontres deviennent alors possibles », a précisé Mme le ministre de la Culture.

Selon elle, cette rencontre offre l'opportunité historique de faire de l'art en général, et l'art photographique singulièrement, un puissant antidote à l'embrigadement et aux dérives idéologiques, doublé d'un formidable véhicule de promotion de la diversité culturelle.

De son côté, le Directeur de la Biennale africaine de la Photographie, M. Bonaventure Soh Bejeng Ndikung, dira que la réalisation d'une exposition comme les Rencontres de Bamako requiert d'eux d'être de la généalogie dont ils sont descendants. « Au fait des géographies et histoires à travers lesquelles nous agissons, réfléchissons, manifestons et face auxquelles nous sommes interpellés », a-t-il indiqué.

Dans la même lancée, le président IBK a soutenu que les courants physiques intellectuels et spirituels peuvent informer où déformer. Suite à cette mise au point, il a souligné aux exposants que les photographes ont un pouvoir extraordinaire. « Les images parlent dans toutes les langues car la grammaire, c'est l'émotion » a-t-il déclaré.

A noter que la cérémonie s'est terminée par la coupure de ruban de cette Biennale.

A noter que ce sont 85 artistiques photographies qui vont prendre part à cette Rencontre de Bamako.

Par Fatoumata Coulibaly

Photo de famille avec le chef de l'Etat

Côte d'Ivoire : La militante Nathalie Yamb expulsée du territoire

La militante suisso-camerounaise Nathalie Yamb, du parti d'opposition ivoirien Lider, a été expulsée lundi de Côte d'Ivoire, quelques semaines après son intervention contre la « Françafrique » à Sotchi lors du sommet Russie-Afrique.

La confusion a régné pendant la journée sur le sort de la militante convoquée à la préfecture lundi matin et qui a passé la journée sans pouvoir communiquer avec l'extérieur. « Ils l'ont mise dans l'avion pour Zurich avec un changement à Paris. Elle a découvert sa destination à l'aéroport. On a pu lui parler brièvement. On lui reproche une activité incompatible avec l'intérêt national, nous a-t-elle dit», explique Mamadou Koulibaly, ancien président de l'Assemblée nationale et chef de file du Lider.

Fin octobre à Sotchi, Mme Yamb avait notamment déclaré lors d'une conférence : « La France considère toujours le continent africain comme sa propriété. Nous voulons sortir du franc CFA. Nous voulons le démantèlement des bases militaires françaises qui, sous le couvert d'accords de défense bidons, ne servent qu'à permettre le pillage de nos ressources, l'entretien de rebellions, l'entraînement de terroristes et le maintien de dictateurs à la tête de nos États. »

« Une étrangère qui fait de la politique »

« On lui dit qu'elle est une étrangère qui fait de la politique en Côte d'Ivoire, qu'elle critique trop les autorités, que c'est un trouble à l'ordre public, a ajouté Mamadou Koulibaly. Normalement, il devrait y avoir un procès. Mais ils s'abritent derrière un acte administratif, et même si on fait un recours, cela prendra plusieurs mois. »

« Rien n'interdit à un étranger de faire de la politique. Il est simplement interdit d'être président d'une formation politique », a-t-il déclaré, rappelant que Nathalie Yamb était installée en Côte d'Ivoire depuis de nombreuses années.

Elle y a travaillé pour un groupe de téléphonie, avant de « s'investir pleinement dans cette lutte que nous menons pour une nouvelle Afrique, l'émancipation de ses peuples ». « Son combat ne s'arrête pas à Abidjan. Sur le Franc CFA, pour la démocratie, pour les droits de l'Homme, contre les bases militaires que nous avons de plus en plus de mal à accepter. Nous tenons des propos véhéments, durs, mais c'est notre fonction d'opposition politique », a-t-il conclu.

Au Nigeria : Le sort des femmes qui ont fui Boko Haram est alarmant

Certaines de ces femmes ont réussi à fuir leurs ravisseurs. D'autres ont laissé derrière elles un mari djihadiste. Une fois de retour chez elles, celles-ci sont rejetées par leurs proches.

Un rapport de l'International Crisis Group souligne la cruauté du sort des femmes qui ont fui les islamistes de Boko Haram.

Maryam Umar Abbas a été contrainte par les membres de Boko Haram de combattre à leurs côtés. Son père a été tué lorsque leur domicile de Bala Da Warzu, dans l'extrême nord du Nigeria, a été attaqué par Boko Haram.

Désormais libre, elle évoque sa difficile réinsertion auprès de ses proches.

"J'avais 13 ans quand ils m'ont emmenée de force, ils m'ont proposé en mariage à un des leurs et j'ai eu deux enfants. Ensuite je me suis enfuie pour Pulka. Là-bas encore il y a avait des difficultés, il n'y avait pas d'eau. Et puis la discrimination persistait du fait que j'étais une ancienne combattante de Boko Haram. C'est la raison pour laquelle j'ai quitté Pulka pour Maiduguri et c'est l'agence Neem Foundation qui s'occupe maintenant de nous", témoigne-t-elle.

Conditions difficiles

Vincent Foucher, chercheur à l'International Crisis Group parle des difficiles conditions de vie des ex-combattantes de Boko Haram. Il estime que le gouvernement nigérian doit venir en aide à ces femmes.

"Elles habitent très souvent sans protection, sans mari sans famille, elles sont soumises à des abus. On entend parler de "survival sex", quasiment de la prostitution et on entend qu'un certain nombre de ces femmes commencent à retourner vers Boko Haram parce que les conditions de retour sont mauvaises," soutient le chercheur.

Les femmes qui ont fui Boko Haram, au lieu d'être considérées comme des victimes, sont le plus souvent rejetées et stigmatisées.

Basketball Africa League : L'AS Police qualifiée

Explosion de joie dans les rangs de l'AS Police qui s'est adjugé le dernier ticket de la Division Ouest pour la première édition de la Basketball Africa League.
Le champion du Mali a effectué une mauvaise entame de match et s'est retrouvé à la traîne dans le premier quart temps, mais un réveil des Policiers sonné par l'excellent Ibrahim Haïdara leur a permis de réduire l'écart à un point car l'Abidjan basket-ball club de Côte d'Ivoire ne menait que 20-19 à la fin du premier quart temps.
En deuxième mi-temps, Haïdara a maintenu son impressionnante prestation en marquant 12 points et 6 rebonds, tandis que Malcolm White ajoutait 9 points pour asseoir la domination de leur équipe.
Les joueurs de Moussa Sogoré ont fait preuve d'une grande résilience en défense en prenant 15 rebonds. Le banc a ajouté 16 points pour un score de 42-31 à la pause.
Le troisième quart a été très serré, et le duo Abraham Sie et Lassina Konaté a permis à l'Abidjan basket-ball club (ABC) de l'emporter 17-15 et de ramener le score à 57-48 à la fin du quart temps.
La dernière période a été un véritable drame car les deux tirs à trois points successifs de Sie ont donné à l'Abidjan basket-ball club une courte avance 63-62. Malgré son impressionnante prestation soldée par 25 points (le record du match) et 8 passes décisives, Sie n'a pas pu aider l'ABC à creuser l'écart.

L'AS Police a toutefois démontré un caractère sans précédent grâce à Benke Diarouma et Timothy Steed qui ont cumulé 25 points pour permettre à leur équipe de s'imposer 71-69 et de s'adjuger une place dans la prestigieuse joute continentale qui aura lieu l'an prochain.
Moussa Sogoré, l'entraîneur de l'AS Police, s'est ainsi réjoui de la qualification de son équipe pour la saison régulière de la BAL 2020 : « C'est l'une des meilleures choses qui puissent nous arriver. Les joueurs ont fait preuve d'une grande détermination et cela signifie beaucoup pour nous. Nous savons que cela incitera davantage de personnes à investir dans la discipline et nous continuerons à travailler dur avant la BAL ».
L'AS Police rejoint le GSP d'Algérie et FAP pour la saison régulière de la Basketball Africa League. Tous les qualifiés pour la compétition seront connus à l'issue des éliminatoires de la Divison Est qui se dérouleront à Kigali du 17 au 22 décembre.
Les qualifiés d'office sont les représentants d'Angola (Petro de Luanda), d'Égypte (Zamalek), du Maroc (AS Salé), du Nigéria (Rivers Hoopers), du Sénégal (AS Douanes) et de la Tunisie (Union Sportive Monastirienne).
La direction de la BAL a annoncé que Le Caire (Égypte), Dakar (Sénégal), Lagos (Nigéria), Luanda (Angola), Rabat (Maroc) et Monastir ou Tunis (Tunisie) comme les villes hôtes de la Saison Régulière de la BAL, et Kigali (Rwanda) abritera le FINAL FOUR et la Finale de la BAL.

OC

Ballon d'or 2019: L'Afrique n'a pas voté Mané

Lionel Messi a décroché lundi soir un sixième ballon d'or, devançant Virgil Van Djik, Cristiano Ronaldo, et l'attaquant de Liverpool Sadio Mané, considéré pourtant comme l'un des favoris pour cette distinction.
176 journalistes du monde entier ont désigné leur favori pour ce titre personnel, et surprise, l'Afrique, qui avait deux joueurs pouvant prétendre au ballon d'or, à savoir Mané, et Mohamed Salah, a préféré voter Lionel Messi.
La Pulga a recueilli 187 votes, devant Sadio Mané (170 votes) et Van Dijk qui complète le podium avec 154 votes.

« HOROSCOPE »

Bélier (21 mars - 19 avril)

Il se peut que des changements interviennent au niveau d'une restructuration dans votre entreprise, si tel est le cas, on pourrait vous demander de participer plus activement à la vie de la société, ne refusez pas sans y avoir réfléchi au préalable.
Financièrement, les fins de mois sont parfois difficiles, mais aujourd'hui, vos finances gardent le cap, si en plus par chance on vous proposait un petit bonus, vous finiriez le mois en beauté. Vous êtes plutôt satisfait, il y a eu pire.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Plus calculateur qu'un collègue qui vise le même poste que vous, vous n'hésiterez pas une seule seconde à user de tous les artifices possibles pour le devancer sur la ligne d'arrivée. Mauvais perdant, vous serez aujourd'hui impitoyable également...
Ami Taureau, à y regarder de plus près et en décryptant vos propos à la loupe, on s'apercevra très vite que les questions financières occuperont une place de plus en plus importante dans votre vie, et dans celle de votre famille... Forcément !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La journée est idéale pour exposer vos plans à vos supérieurs. Vous avez des idées géniales et vous essayez de les faire valoir. Vos collègues n'en reviennent pas et vous félicitent. Il y aura une très bonne ambiance au pot de ce soir.
Le noeud sud en Capricorne vous demande de lâcher vos rigidités en ce qui concerne la gestion de vos finances. N'écoutez plus la famille ou l'extérieur. Faites ce que vous ressentez à l'intérieur de vous.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

La conjoncture évoquera des changements dans votre activité qui ne vous conviendront pas. Vous aurez du renfort avec Saturne qui vous aidera à résister et à exprimer avec professionnalisme vos arguments. Vous parviendrez à négocier vos avantages.
Vos finances vous causeront des soucis et franchement, vous en aurez plus qu'assez de ces hauts et ces bas, qui mettront à mal votre besoin permanent de sécurité matérielle. Vous les affronterez, les résoudrez, au prix d'une énorme prise de tête.

Lion (22 juillet - 23 août)

La nécessité de vous renouveler professionnellement pour pouvoir progresser à votre rythme devient plus urgente que jamais. Une personne se rapproche de vous, elle vous fait une belle proposition de travail, ne tardez pas à lui donner votre réponse.
Une belle récompense financière vient égayer votre journée, vos efforts ont payé, aujourd'hui c'est l'heure de la récolte ! Cela tombe à pic, car financièrement à la fin du mois, vous êtes souvent ric-rac. Vous pouvez dépenser par amour.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Fort du soutien d'une planète extrêmement combative, Mercure, vous avancerez dans vos tâches. Aujourd'hui, vous serez assez habile pour manoeuvrer afin de monter en grade, voire développer votre propre business... Vous voudrez aller haut et loin !
Si vous êtes chef d'entreprise ou actionnaire, vous vous sentirez trahi par un associé qui ne fera qu'exprimer ses désaccords. Ces derniers ne seront pas uniquement verbaux. En effet, vous pourriez recevoir de sa part plusieurs courriers recommandés...

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

De fortes remises en question viennent à l'ordre du jour. Vous devez trouver des solutions nouvelles et vous adapter. Pour l'instant vous n'avez pas de visibilité à long terme mais vous devez faire avec et naviguer à vue.
De l'argent vous en avez mais vous avez peur des convoitises et vous essayez de le cacher à la vue de votre entourage. Ce n'est pas si simple. Et vous réfléchissez à des investissements assortis de réductions fiscales.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous aurez des doutes sur votre place, au sein de cette équipe, causés par des critiques assassines. Si vous êtes en poste depuis longtemps, un changement bousculera vos repères. On pourrait vous retirer une responsabilité sans aucune justification.
Vos talents vaudront de l'or si vous savez vous vendre. Commencez par cibler les personnes d'être intéressées par vos prestations. Vous saurez enchaîner avec des arguments convaincants pour gagner leur confiance et l'affaire sera dans la poche.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

En défendant vos idées, vous pouvez vous faire des ennemis, mais peu importe, vous décidez que c'est comme ça et pas autrement. Vous avez des objectifs professionnels, vous montez un plan d'action afin de les réaliser. Votre motivation surprend.
Et si nos chères planètes vous mettaient au défi, histoire de tester votre résistance, vous n'auriez pas d'autres possibilités que de chercher des solutions et de bons tuyaux. C'est un peu la tendance du jour, votre débrouillardise doit se manifester.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous allez vous comporter comme une huître ! Vous serez recroquevillé non pas dans votre coquille, mais bel et bien dans votre bureau ! De plus, vous ne pourrez pas travailler aussi vite que vos collègues. Cela ne fera que renforcer votre agacement !
Si à un moment donné de votre vie, votre famille vous a coupé les vivres, vous en garderez un vilain souvenir. Cela se comprend aisément. De ce moment de tristesse, vous en avez tiré un élément positif : ne jamais faire de même avec votre propre famille...

Verseau (20 janvier - 19 février)

Neptune en bon aspect avec Saturne vous donne l'imagination et l'objectivité. Vous avez la possibilité de réaliser des projets à long terme dans les meilleures conditions. Vous serez sérieux et efficace dans vos entreprises. Votre sixième sens vous aide à aborder la vie de façon plus globale.
Un carré Lune/Neptune, vous crée des malentendus dans tous les domaines. Votre imagination devient source de déceptions et d'insatisfactions. Ce n'est pas le bon moment pour décider de placements. Restez très prudent.

Poisson (19 février - 21 mars)

La voie sera libre pour lancer de nouveaux projets. Vous testerez l'impact de vos idées auprès d'une équipe réduite. Si vous venez de trouver un emploi, votre présence sera immédiatement appréciée, de quoi vous donner confiance en vos capacités.
Il va falloir vous accrocher, car vous manquerez de visibilité sur vos prévisions financières. Un bras de fer pourrait s'engager avec votre banquier ou avec un créancier dont l'attitude vous portera sur les nerfs. Méfiez-vous aussi d'une facture salée.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales

BDU - BF
BURKINA FASO

BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE

BDM FRANCE
FRANCE

BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéïta / BP 94 Bamako Mali
Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50
www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE

BDM SA